

# **La main-d'œuvre infantile dans le secteur cacaoyer en Afrique de l'Ouest :**

Synthèse des conclusions des études réalisées au Cameroun,  
en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria

Sous les auspices de  
L'Agence des Etats-Unis pour le développement international,  
du Ministère américain du Travail et  
de l'Organisation internationale du Travail



Programme pour le développement durable des cultures d'arbres fruitiers (STCP)  
Institut international d'agriculture tropicale (IITA)

Juillet 2002

## Table des matières

I. INTRODUCTION .....	3
II. CONTEXTE ET JUSTIFICATION .....	3
III. METHODES ET PROCEDURES D'ENQUETE.....	5
OBJECTIFS DES ETUDES SUR LA MAIN-D'OEUVRE INFANTILE.....	5
METHODES DE COLLECTE DE DONNEES ET TYPES D'INFORMATIONS OBTENUES .....	6
ETENDUE, COUVERTURE ET DATE.....	7
CONCEPTION DE L'ECHANTILLON ET ECHANTILLONNAGE.....	8
LIMITES DES ETUDES .....	10
IV. CONCLUSIONS PRINCIPALES .....	11
A. ENFANTS A HAUT RISQUE.....	11
B. REVENUS DU CACAO, PRODUCTIVITE ET LES ENFANTS COMME FACTEURS DE PRODUCTION.....	16
C. MAIN-D'OEUVRE INFANTILE ET INSTRUCTION .....	19
D. EXPLOITANTS ET OUVRIERS DU SECTEUR CACAOYER PRIS DANS UN CERCLE VICIEUX .....	20
ANNEXE I.....	24

## **I. Introduction**

La présente synthèse a pour objectif de faire ressortir les conclusions principales des enquêtes récentes sur la main-d'œuvre infantile dans le secteur cacaoyer en Afrique de l'Ouest. Ces études ont été conduites au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Nigeria. Des rapports détaillés par pays ont été préparés et seront publiés lorsqu'ils auront été finalisés. Ces deux documents – la synthèse et les rapports par pays – devraient fournir un fondement précieux aux interventions stratégiques à court et à long terme qui doivent répondre aux problèmes identifiés. Cette synthèse situe le contexte des études, discute des méthodologies utilisées et fournit une liste des résultats principaux. Un glossaire des termes utilisés dans les études est présenté en Annexe I.

## **II. Contexte et justification**

En l'an 2000, l'Organisation internationale du Travail (OIT) estimait que 211 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans étaient économiquement actifs à travers le monde. Depuis l'adoption de la Convention 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants en 1999 et l'adoption en 2001 de la Convention 184 de l'OIT sur la sécurité et la santé dans le travail agricole, on observe une prise de conscience grandissante de la nécessité de mener des recherches sur l'importance et la nature du travail des enfants dans le secteur agricole, afin de déterminer les types d'activités qui mettent les enfants en danger. Etant donné qu'au niveau mondial, la grande majorité des enfants travaillent dans l'agriculture (70%), ces deux normes internationales importantes constituent un guide essentiel pour faire face aux besoins des enfants effectuant des travaux agricoles dangereux.

Toutes les études antérieures sur la main-d'œuvre infantile dans l'agriculture ont fait ressortir les longues heures de travail, les maigres salaires et les dangereuses conditions de travail des enfants. Une autre inquiétude majeure pour plusieurs pays en voie de développement a trait au fait qu'un enfant travaillant dans le secteur agricole peut être tenu en servitude pour dette par son employeur, soit pour rembourser les frais occasionnés pour le faire venir d'un autre pays (trafic), soit pour une dette familiale.

Plus récemment, de nombreux rapports sur la main-d'œuvre infantile dans les plantations cacaoyères en Afrique de l'Ouest ont été rendus publics par des gouvernements étrangers, des agences internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et les médias. Ces rapports ont permis une prise de conscience accrue des pratiques en matière de main-d'œuvre infantile dans le secteur du cacao et ont poussé les gouvernements et l'industrie du cacao et du chocolat à prendre des mesures pour faire face à ces préoccupations. La question a pris une importance particulière du fait que près de deux tiers de la production cacaoyère mondiale se fait en Afrique de l'Ouest. Cette production est assurée, en majeure partie, par de petites exploitations, dont des millions de personnes vivant en milieu rural dépendent financièrement. La Côte d'Ivoire est le plus gros producteur mondial, avec 40% de la production mondiale de cacao ; le Ghana, le Nigeria et le Cameroun sont aussi d'importants pays producteurs de cacao.

Depuis 1998, un partenariat a commencé à se développer entre l'industrie du cacao et du chocolat, les agences de développement et les gouvernements intéressés par la question du développement rural durable dans les zones de production cacaoyère. En mai 2002, à Accra (Ghana), le Programme pour le développement durable des cultures d'arbres fruitiers (STCP) a été lancé en vue de mettre en œuvre les activités de ce partenariat. L'objectif du STCP est

d'améliorer le bien-être des petits exploitants à travers le développement de systèmes durables de cultures d'arbres fruitiers qui accroissent la productivité, augmentent leurs revenus, préservent la biodiversité, utilisent les ressources naturelles de manière durable et offrent aux agriculteurs et à leurs ouvriers des perspectives de développement stable et socialement responsable. L'une des premières activités du STCP a été de procéder à des enquêtes de base dans les zones principales de production cacaoyère de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigeria et du Cameroun.

Lorsque des informations sur l'utilisation de la main-d'œuvre infantile dans le secteur cacaoyer en Côte d'Ivoire ont commencé à circuler, le partenariat du STCP a incorporé la question aux enquêtes devant être réalisées en 2001. De plus, à la demande du gouvernement ivoirien, deux études additionnelles ont été entreprises sur la question relative aux abus de la main-d'œuvre infantile en Côte d'Ivoire. Les résultats de ces enquêtes devaient être utilisés pour appuyer les interventions prévues dans le « Protocole sur la culture et le traitement des noix de cacao et leurs produits dérivés » adopté subséquent le 19 septembre 2001 par l'industrie mondiale du cacao et du chocolat, en présence d'une large coalition de parties intéressées, du Congrès américain, des ONG et des gouvernements étrangers. Les détails sont abordés dans la section du présent document consacrée aux méthodes et procédures d'enquête.

Pour réaliser efficacement les objectifs du STCP, une phase pilote est en cours de réalisation. Elle fournira un cadre à la mise en œuvre d'interventions techniques et de services ayant pour but d'améliorer les conditions socio-économiques des travailleurs, des ménages et des communautés impliqués dans la production cacaoyère, ainsi que de mesurer la faisabilité et l'impact de telles interventions. Le centre d'intérêt de la phase pilote consistera en une série de projets communautaires intégrés (trois en Côte d'Ivoire, un au Cameroun, un au Ghana et un au Nigeria) devant être mis en œuvre avec la contribution d'un éventail de parties intéressées, notamment les organisations de producteurs, les chercheurs, les agents de vulgarisation, les agents commerciaux, les ONG et les groupes de défense des droits des enfants.

Les conclusions de l'enquête de base seront utilisées pour cibler et élaborer des interventions appropriées pour régler diverses questions portant sur la production, la commercialisation – et en ce qui concerne plus particulièrement ce rapport – la main-d'œuvre infantile. La phase pilote du STCP fonctionnera conjointement avec le programme de l'OIT relatif à la lutte contre le travail dangereux des enfants et leur exploitation dans l'agriculture commerciale en Afrique de l'Ouest. L'objectif est de mettre en œuvre des interventions en matière de main-d'œuvre infantile et d'attirer l'attention des programmes spécialisés dans l'immigration et l'élimination du trafic sur les zones du projet pilote. Chaque projet pilote est actuellement dans la phase de programmation des interventions destinées à (a) renforcer les organisations de producteurs, (b) mettre en œuvre des ensembles techniques pour accroître la productivité et améliorer les services de protection de l'environnement, (c) élaborer des programmes relatifs à la main-d'œuvre infantile et (d) développer des systèmes d'information et de commercialisation.

Les objectifs stratégiques primaires de cette étude concernant la main-d'œuvre infantile visent à déterminer (1) le nombre d'enfants travaillant dans le secteur cacaoyer ; (2) leur statut, en fonction de leur origine, de leur mode de recrutement (s'il s'agit d'une main-d'œuvre employée), de leur position au sein du ménage de l'exploitation et de leur fréquentation scolaire ; (3) les conditions dans lesquelles ces enfants travaillent ; et (4) les raisons justifiant l'emploi de la main-d'œuvre infantile dans le secteur cacaoyer.

Cette étude a été financée par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), le Ministère américain du Travail (USDOL) et l'industrie mondiale du cacao et du chocolat. Elle a été menée par des instituts nationaux africains de recherche, en partenariat avec l'Institut international pour l'agriculture tropicale (IITA). L'OIT a également apporté un soutien technique à la réalisation de l'étude.

L'IITA et l'USAID ont mis en place une commission technique consultative (TAC) composée d'experts indépendants choisis parmi ceux de différents instituts internationaux de recherche, de différentes agences des Nations unies (l'OIT, l'UNICEF et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ou la FAO), d'organisations nationales africaines de recherche, de syndicats et de la communauté des ONG pour fournir une supervision technique des opérations d'enquête. Cette commission a veillé à la mise en œuvre minutieuse des enquêtes en utilisant des méthodologies de recherche scientifiques.

Le cadre directeur utilisé pour les enquêtes était la Convention 182 de l'OIT relative à l'interdiction et aux mesures urgentes pour l'élimination des pires formes de travail des enfants. Les parties de la Convention s'appliquant aux pratiques de main-d'œuvre infantile dans le secteur cacaoyer en Afrique de l'Ouest sont l'Article 3 (a) qui proscrit «toute forme d'esclavage ou de pratiques apparentées, telles que la vente et le trafic d'enfants, la servitude pour dette et le travail forcé» et l'Article 3 (d), qui porte sur «le travail qui, de par sa nature ou de par les circonstances dans lesquelles il est exercé, risque de mettre en danger la santé, la sécurité ou la moralité des enfants.»

Le paragraphe 1 de l'Article 4 est aussi pertinent. Il stipule que «le genre de travail prévu par l'article 3 (d) sera défini par les lois ou règlements nationaux ou par l'autorité compétente, après consultation des organisations patronales et des travailleurs intéressés, tout en tenant compte des normes internationales y afférant, notamment les paragraphes 3 et 4 des Recommandations de 1999 sur les pires formes de travail des enfants.»

### **III. Méthodes et procédures d'enquête**

#### ***Objectifs des études sur la main-d'œuvre infantile***

Parmi les objectifs stratégiques définis ci-dessus, le but principal des études sur la main-d'œuvre infantile est de collecter et d'analyser les informations se rapportant aux enfants qui travaillent et de déterminer l'ampleur des pratiques de travail inacceptables (telles que définies dans la Convention 182 de l'OIT) dans la production cacaoyère dans ces quatre pays. Les études cherchaient en particulier à :

- (a) Déterminer l'ampleur et l'incidence de la main-d'œuvre infantile et de ses pires formes dans la production cacaoyère ; les conditions de travail des enfants ; les tâches qu'ils effectuent et leurs effets physiques ; les horaires de travail ; les liens avec l'employeur/la famille ; les conditions de vie et de salaire, etc.
- (b) Etablir les caractéristiques des enfants travailleurs, de leurs familles et des communautés, l'historique de leur immigration et de leur travail et les raisons pour lesquelles ils sont amenés à travailler ; déterminer les méthodes selon lesquelles ils ont été recrutés ; évaluer si les enfants travailleurs fréquentent aussi l'école, ainsi que les attitudes des enfants/parents par rapport à l'instruction.

- (c) Etablir la mesure dans laquelle les enfants travailleurs font face à des conditions dangereuses, mauvaises sur le plan sanitaire, moralement malsaines ou illicites ; le nombre approximatif d'enfants soumis à ces conditions de travail, les raisons pour lesquelles ils sont contraints de travailler, les chances qu'il y a soit d'améliorer de telles conditions de travail, soit de soustraire les enfants à celles-ci.

### *Méthodes de collecte de données et types d'informations obtenues*

Trois enquêtes étroitement liées ont été conçues et réalisées : (i) les enquêtes de base sur les producteurs (BPS) ; (ii) l'enquête sur les producteurs/travailleurs(ouvriers) (PWS), et (iii) l'enquête sur la communauté (CS).

- (a) Les enquêtes de base sur les producteurs<sup>1</sup> – enquêtes réalisées au Cameroun, au Ghana, en Guinée et au Nigeria, – avaient pour but d'examiner des questions plus larges et les contraintes liées à la production cacaoyère et caféière, de manière à guider l'orientation des développements de la recherche, la vulgarisation, l'offre et l'utilisation de la main-d'œuvre, les systèmes de commercialisation, les systèmes d'information, les services de soutien à la production et au commerce et les changements de politique relatifs aux matières premières issues des récoltes arbustives. Dans le module sur l'offre de main-d'œuvre, les BPS ont fait des recherches sur l'utilisation des enfants dans le processus de plantation de cacaoyers. Les personnes interrogées ciblées par les enquêtes de base étaient des ménages producteurs de cacao choisis de façon aléatoire. Des questionnaires structurés ont été donnés aux chefs de famille et ont permis d'obtenir les informations suivantes :

- Les principales caractéristiques des plantations de cacaoyers (taille des plantations et systèmes de culture représentés)
- Les caractéristiques socio-démographiques des propriétaires de plantations de cacao
- Les informations sur la production, le crédit, la propriété des terres, la propriété des arbres, les intrants
- Les pratiques en matière de main-d'œuvre
- La commercialisation et les pratiques post-récolte

- (b) L'enquête sur les producteurs/travailleurs (PWS) est une étude plus détaillée réalisée en Côte d'Ivoire (République de Côte d'Ivoire ou RCI) – demandée par le gouvernement de la RCI pour connaître en détail les pratiques en matière de main-d'œuvre dans le secteur cacaoyer. L'enquête visait tous les producteurs et les travailleurs de toutes les zones de production de cacao et comprenait la visite de 250 localités de production de cacao. L'enquête, réalisée à l'aide de deux questionnaires structurés séparés, a permis d'obtenir les informations suivantes :

#### *Questionnaire sur les producteurs*

- Les principales caractéristiques des plantations de cacaoyers (dimension des exploitations et systèmes de culture)
- Les caractéristiques socio-démographiques des propriétaires et des gérants de plantations de cacaoyers
- La source de l'offre de main-d'œuvre

---

<sup>1</sup> En Guinée, le STCP travaille dans la région de production de noix de cajou du pays et le centre d'intérêt de l'enquête de base portait sur les ménages produisant les noix de cajou. L'enquête BPS sur la Côte d'Ivoire vient de s'achever et n'est pas incluse dans le présent rapport.

- L'importance du travail des enfants et leur scolarisation
- Les caractéristiques des enfants travailleurs : âge, sexe, nationalité, groupe ethnique, origine, pays de naissance, liens avec le propriétaire/métayer de la plantation
- La nature du travail des enfants : les activités accomplies par les enfants travailleurs

*Questionnaire sur les travailleurs(ouvriers)*

- Leurs conditions de travail, y compris les méthodes et le montant de la rémunération
- Leur ancienneté dans les plantations de cacaoyers
- Les méthodes de recrutement des travailleurs permanents ou temporaires : les conditions de recrutement, les conditions de transport jusqu'à la plantation
- Leurs caractéristiques sociales : instruction ; s'il s'agit d'enfants travailleurs, les caractéristiques des parents de l'enfant et de la famille (à l'exception des enfants qui font partie de la maisonnée du propriétaire/métayer).
- Les raisons pour lesquelles ils travaillent
- Les conditions de vie et la liberté de quitter l'exploitation

(c) Les enquêtes sur les communautés (CS) ont été conduites en Côte d'Ivoire pour collecter des informations qualitatives pour compléter les données quantitatives obtenues grâce aux enquêtes sur les producteurs/travailleurs. Le but était d'arriver à mieux appréhender le problème de la main-d'œuvre infantile en recherchant ses fondements culturels, économiques et sociaux à travers des conversations avec les chefs, les responsables locaux et d'autres personnes informées, y compris les exploitants et les ouvriers. Les enquêtes sur les communautés sont basées sur les *Directives d'évaluation rapide de l'OIT/UNICEF : Un manuel de terrain*. Ce document peut être consulté sur le site Internet de l'OIT à <http://www.ilo.org/public/english/standards/ipecc/simpoc/guides/index.htm> sous le titre «Rapports généraux. » En plus des exploitants et des travailleurs, les enquêtes sur les communautés ont permis de recueillir le témoignage des chefs et des responsables locaux sur les questions suivantes :

- Les caractéristiques socio-démographiques générales des ouvriers dans les plantations
- Le processus de recrutement et les raisons justifiant le travail des enfants dans les plantations de cacaoyers
- Les tendances migratoires et leurs zones respectives
- La perception des conditions de vie et de travail prévalant dans les plantations
- Le mode de rémunération (montant et fréquence), particulièrement pour les enfants travailleurs
- L'accès aux services sociaux de base : santé, eau potable
- Les types d'activités (et l'étendue des risques et des dangers) confiées aux enfants et aux adultes
- Les conditions dangereuses de travail et les différences, si elles existent, entre la situation des enfants et celle des adultes
- La perception du travail fait par les enfants dans la communauté en général et dans les plantations cacaoyères en particulier.

***Etendue, couverture et date***

Les éléments ciblés par la BPS et la PWS étaient à la fois les ménages producteurs de cacao et leurs employés. Comme c'était les agriculteurs exploitants qui étaient l'objet de l'enquête, on n'a pas fait de recherches sur le terrain dans les zones de provenance de la main-d'œuvre (ni à l'intérieur ni à l'extérieur du pays) se trouvant à l'extérieur des zones de production cacaoyère.

Le schéma 1 (se trouvant à la page 20) donne la répartition régionale des enquêtes, ainsi que la taille réelle des échantillons. La couverture de chaque pays se présente comme suit :

- (i) *Cameroun* – L'échantillon de la BPS comprenait 83 villages des provinces du Sud-Ouest, du Centre et du Sud. La production cacaoyère en provenance de ces sites représente plus de 80% de la production nationale. La collecte des données a eu lieu de juillet à septembre 2001. C'est une période active du calendrier agricole du cacao : les exploitations sont en cours de débroussaillage, en préparation pour la récolte des mois d'octobre et de novembre et les agriculteurs sont occupés par l'application de fongicides pour lutter contre la maladie de la cabosse noire, qui a une corrélation importante avec les fortes pluies typiques du mois de septembre.
- (ii) *Côte d'Ivoire* – L'échantillon de l'enquête sur les producteurs/travailleurs (PWS) comprenait 20 régions productrices de cacao, qui fournissent presque 100% de la production cacaoyère totale de la Côte d'Ivoire. Au total, 250 villages, hameaux et « camps » de cacao se trouvant dans la ceinture cacaoyère du pays, ont reçu la visite des enquêteurs. Parmi ces villages, 14 faisaient partie de l'échantillon de l'enquête sur les communautés (CS). La collecte des données de terrain pour la PWS a été faite de février à mars 2002 ; de mars à avril 2002 pour la CS.
- (iii) *Ghana* – La BPS a recensé 85 villages dans les régions de Brong Ahafo, d'Ashanti, de l'Est et de l'Ouest, qui, ensemble, fournissent approximativement 90% de la production nationale. La collecte de données a eu lieu d'octobre à novembre 2001. C'est la haute saison pour la récolte et la plus forte période de demande de main-d'œuvre de la campagne cacaoyère.
- (iv) *Nigeria* – L'enquête de base a couvert 35 villages et villes de l'Etat d'Ondo, ce qui représente entre 40 et 50% de la production annuelle au Nigeria. La collecte des données a eu lieu entre août et septembre 2001. Comme au Cameroun et au Ghana, c'est une période très active dans les exploitations productrices de cacao.

### ***Conception de l'échantillon et échantillonnage***

Bien que l'enquête l'ait souhaité, toutes les personnes ciblées – les ménages de producteurs de cacao et leurs employés – n'ont pu être interrogées. Ainsi, dans tous les villages sélectionnés, des groupes de ménages ont été choisis de façon aléatoire grâce aux techniques d'échantillonnage stratifié à plusieurs niveaux. Le tableau 1 (page 9) montre la taille prévue et la taille réelle de l'échantillon par pays.

**Tableau 1 : Conception de l'échantillon et échantillonnage réel****Tableau 1A : Enquêtes de base**

	Cameroun	Côte d'Ivoire	Ghana	Nigeria
<b>Enquête de base</b>				
Villages	83	n/a	85	35
Taille prévue de l'échantillon	1 000	n/a	1 000	1 000
Echantillon mis en oeuvre	1 003	n/a	1 000	1 083

**Tableau 1B : Enquêtes producteurs/travailleurs et communautés en Côte d'Ivoire**

<b>Enquête producteurs/travailleurs</b>		
Villages	250	
Producteurs		
Echantillon programmé	1 500	
Echantillon mis en oeuvre	1 500	
% réponse	100	
Métayers interrogés	67	
Travailleurs interrogés	64	
<b>Enquêtes communautés</b>	Prévu	Réel
Villages	16	15
Producteurs	32	22
Travailleurs adultes	32	12
Enfants travailleurs	64	27
Chefs et responsables locaux	16	38
Total	144	114

n/a = non applicable, puisque cette enquête n'a pas été réalisée dans le pays

- (a) *Cameroun* – Une liste de tous les villages des circonscriptions administratives ciblées a été élaborée à l'aide de cartes administratives à l'échelle 1/200 000. La fraction requise de l'échantillon a été sélectionnée de manière aléatoire à partir de cette liste. La taille du groupe en résultant n'était pas totalement uniforme, le nombre de ménages de l'échantillon variant entre 9 et 17 par village, avec une moyenne de 12,2 et un mode de 12 ménages. Deux des villages qui avaient été choisis à l'origine pour l'enquête n'ont pu être atteints du fait de l'impraticabilité des routes. Au total, on a rendu visite à 82 villages.
- (b) *Côte d'Ivoire* – Un recensement national des exploitants de cacao et de café réalisé en 1998 fournit une liste complète des agriculteurs dont l'équipe de recherche a pu tirer son

échantillon. L'enquête sur les producteurs/travailleurs a été réalisée sur un échantillon de 1 500 ménages d'exploitants choisis dans 250 villages – soit six agriculteurs par village choisis aléatoirement à partir de la liste. Les équipes chargées de l'enquête ont interrogé un échantillon de travailleurs et de métayers travaillant pour chaque exploitant. L'ensemble des 1 500 ménages ciblés, ainsi que 67 métayers ont été interrogés. L'enquête de base en Côte d'Ivoire a été achevée en mars 2002 et les données sont encore en cours de traitement. Les conclusions de ce rapport pour la Côte d'Ivoire se réfèrent seulement à l'enquête sur les producteurs/travailleurs et à celle sur les communautés.

Les enquêtes sur les communautés ont été conduites dans 15 des 250 villages visités. Trois de ces quinze villages ont été choisis sur la base d'indications relatives à la main-d'œuvre infantile provenant de l'équipe de l'enquête quantitative, alors que les douze autres ont été choisis de manière aléatoire. Dans chaque village, on a posé des questions ouvertes aux fermiers, aux enfants travailleurs, aux travailleurs adultes et aux autorités locales. En tout, on a conduit 114 interviews personnelles avec ces catégories de personnes.

- (c) *Ghana* – A l'aide de cartes administratives, l'équipe a établi une liste des villages des régions administratives visées. A partir de cette liste, la fraction requise de l'échantillon a été choisie aléatoirement. La taille réelle du groupe n'était pas uniforme, le nombre de ménages échantillonnés variant de 8 à 16 par groupe. Six villages identifiés à l'origine pour faire partie de l'enquête n'ont pu être atteints à cause de l'impraticabilité des routes. Ils ont été remplacés à l'aide d'une liste de villages de substitution choisis de manière aléatoire. Au total, 85 villages ont été visités.
- (d) *Nigeria* – A l'aide de cartes administratives, l'équipe a établi une liste de tous les villages des circonscriptions administratives ciblées. La fraction requise de l'échantillon a été choisie de manière aléatoire à partir de cette liste. La taille réelle du groupe n'était pas uniforme, allant de 7 à 57 ménages dans chaque groupe, avec une moyenne de 31 ménages. En tout, 35 villages faisaient partie de l'échantillon et 1 083 ménages ont été visités. Parmi les 1 083 ménages, 1 080 sont effectivement producteurs de cacao.

### ***Limites des études***

Pour tous les travaux de recherche, les lecteurs et les utilisateurs des données doivent tenir compte de certaines limites lorsqu'ils tirent des conclusions à partir des données. Toutefois, au cours des études, l'équipe a fourni des efforts concertés pour minimiser l'impact des erreurs d'échantillonnage et de non-échantillonnage. Les principales contraintes auxquelles les études ont dû faire face sont les suivantes :

- (a) *Absence de cadre statistique à jour (autrement dit, de recensement) à partir duquel l'échantillon de l'étude aurait pu être tiré.* Mise à part la Côte d'Ivoire, les pays ayant fait l'objet de l'étude ne disposaient pas de listes des producteurs ni des ménages des villages ciblés. Cette situation a rendu la seconde étape de la sélection des ménages extrêmement difficile. Dans certains cas, l'échantillonnage systématique aléatoire de tous les ménages n'a pas été possible. Au lieu de cela, les équipes ont dû se fier aux chefs de villages locaux pour identifier et sélectionner les personnes à interroger. Comme cette procédure n'aurait pas manqué de biaiser l'enquête – dans le cas où les chefs auraient voulu sélectionner

uniquement les agriculteurs ayant une « bonne réputation » (ex. : agriculteurs que le chef connaît et qu'il considère compétents) – les équipes ont tenté de minimiser un tel biais en expliquant les objectifs de l'étude et la nécessité de sélectionner un échantillon d'agriculteurs représentatif.

- (b) *La nature sensible de la question de la main-d'œuvre infantile*. Les médias ont parlé du traitement abusif infligé aux travailleurs de moins de 18 ans dans le secteur cacaoyer des pays où l'étude a été menée. Certains agriculteurs auraient pu être réticents pour discuter ouvertement de la question.
- (c) *Les taux de couverture bas de l'enquête sur les travailleurs en Côte d'Ivoire*. L'enquête sur les travailleurs n'a pu couvrir que 64 ouvriers (37 adultes et 17 enfants dans la catégorie des travailleurs salariés). La raison principale de cet échantillon de taille réduite est la faible fréquence des travailleurs salariés dans l'ensemble du secteur cacaoyer.
- (d) *Biais statistiques résultant de la date des enquêtes*. Certaines enquêtes ont été conduites en dehors de la haute saison de récolte, durant laquelle la demande en main-d'œuvre est la plus forte. En conséquence, il y a un débat sur la question de savoir si de nombreux ouvriers, notamment les enfants travailleurs, n'ont pas quitté les exploitations avant la réalisation de l'enquête. L'enquête a essayé d'éliminer la variable saisonnière en posant des questions couvrant toute la saison cacaoyère (une année). Néanmoins, il peut être utile de répéter les études pendant ces périodes de haute saison.

#### **IV. Conclusions principales**

*Le présent rapport présente une synthèse des conclusions principales des enquêtes décrites ci-dessus, un intérêt particulier ayant été accordé aux questions communes. Pour chaque étude, les rapports séparés sont sur le point d'être finalisés et seront disponibles à la fin du mois de septembre. Le lecteur pourra se référer à ces rapports pour plus de détails sur les facteurs liés aux pratiques de main-d'œuvre infantile dans le secteur cacaoyer.*

##### **A. Enfants à haut risque**

L'enquête cherche principalement à comprendre et à décrire les situations d'emploi dans le secteur cacaoyer qui présentent des risques particuliers pour les enfants et peuvent entraver leur développement. Les informations sur le trafic des enfants et la main-d'œuvre infantile forcée dans le secteur cacaoyer en Afrique de l'Ouest représentent une préoccupation majeure. Les catégories particulières dans lesquelles les enfants courent le plus de risques sont *les travailleurs salariés et les enfants qui n'ont aucun lien familial avec l'exploitant* (Voir Annexe 1 pour les définitions). Un autre domaine de préoccupation est le travail dangereux, qui pourrait porter atteinte à la santé et à la sécurité des enfants (voir Tableau 4, page 15).

### Les enfants travailleurs salariés

Selon les agriculteurs et les responsables traditionnels interrogés dans le cadre de l'enquête sur les communautés, le trafic d'enfants à partir des pays voisins vers la Côte d'Ivoire (RCI) par des intermédiaires, pour travailler dans les plantations cacaoyères, est moins prévalant aujourd'hui que dans le passé (Encadré 1). Les enquêtes quantitatives ont révélé qu'en dehors des membres de la famille, le recrutement et l'emploi tant des enfants que des adultes en qualité de travailleurs salariés permanents était relativement rare. En Côte d'Ivoire, un pourcentage estimatif de 0,94% des agriculteurs a indiqué qu'ils embauchaient des enfants comme travailleurs à plein temps, alors que dans l'Etat d'Ondo au Nigeria, l'estimation était de 1,1%. Au Ghana et au Cameroun, aucun producteur interrogé n'a reconnu employer des enfants comme travailleurs salariés. Approximativement, 5 120 enfants sont employés comme travailleurs permanents à plein temps en Côte d'Ivoire (contre 61 600 adultes) tandis que dans l'Etat d'Ondo au Nigeria, 1 220 enfants le sont (contre 11 800 adultes). En Côte d'Ivoire, approximativement 4 630 producteurs emploient des enfants travailleurs salariés.

**Encadré 1. Un chef Malien dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire** : « Dans le passé, des gens venaient avec des enfants travailleurs. Quand ils les envoyaient travailler, ils demandaient aux producteurs qui désiraient les embaucher le paiement d'une somme qui allait de 15 000 à 20 000 FCFA pour les frais de transport de ces enfants, avant même qu'ils ne commencent à travailler dans la plantation. Le salaire annuel à verser à la fin de la saison variait entre 100 000 et 150 000 FCFA par saison. »

Les enquêtes de suivi réalisées avec ces enfants en Côte d'Ivoire et auprès des agriculteurs locaux ont révélé que les travailleurs provenaient tous de régions étrangères aux zones de production cacaoyère. La majorité des enfants (59% ou 3 021) viennent du Burkina Faso, tandis que le reste est principalement composé d'enfants Baoulé (24% ou 1 229) provenant de la région de Yamassoukro-Bouaké en Côte d'Ivoire ou d'enfants des groupes ethniques du Nord de la Côte d'Ivoire tels que les Senoufo et les Lobi.

Les origines des agriculteurs de la RCI employant ces ouvriers ont fait l'objet de longs débats. L'enquête a révélé que 59% (2 732) des exploitants qui utilisent la main-d'œuvre infantile salariée étaient Ivoiriens. Parmi ces Ivoiriens, 27% (738) étaient d'origine locale et 32% (874) étaient des colons immigrants installés dans la ceinture cacaoyère, venant d'autres régions de la RCI. Le reste, 41% (1 898), sont des producteurs immigrants originaires des pays voisins (principalement le Burkina Faso). Dans l'ensemble, les producteurs Burkinabé représentent approximativement 16% (78 560) de la population des planteurs alors que ceux provenant d'autres pays (principalement le Mali) représentent un pourcentage additionnel de 3,5% (17 185). Cela constitue une forte propension pour l'emploi d'enfants travailleurs salariés au sein de la communauté immigrée de producteurs de cacao. Au Nigeria, les travailleurs sont essentiellement des enfants Ibo provenant de la région surpeuplée du Sud-Est.

Vingt-neuf pour cent (1 485) des enfants travailleurs interrogés en RCI ont rapporté qu'ils n'étaient pas libres de quitter leur lieu de travail s'ils le désiraient. Dix-huit pour cent (922) ont indiqué qu'ils devaient obtenir la permission soit de leurs parents, soit d'intermédiaires représentant les parents, tandis que 11% (563) ont indiqué que c'était le manque d'argent pour se payer le transport qui les empêchait de partir.

Dans près de 41% (2 100) des 5 120 enfants travailleurs rencontrés en Côte d'Ivoire et d'environ 29% (350) des 1 220 enfants travailleurs au Nigeria, un intermédiaire était impliqué dans le processus de recrutement. Au Nigeria, le recrutement est plus fréquent par l'intermédiaire de métayers qui, à condition d'être employé, ont aidé à recruter 50% (175) des enfants travailleurs.

En RCI, près de 29% (1 485) des enfants travailleurs interrogés ont indiqué connaître personnellement le producteur de cacao pour lequel ils travaillent et ont dit qu'ils avaient cherché du travail de leur propre initiative. Une autre méthode de recrutement utilisée par les immigrants producteurs de cacao et les colons ivoiriens du cacao est de retourner dans leur village d'origine et de négocier directement avec les parents de l'enfant travailleur. Cette méthode a été rapportée par 12% (614) des enfants travailleurs salariés en RCI.

Quatre-vingt quatorze pour cent des enfants travailleurs en RCI ont indiqué qu'ils connaissaient personnellement l'intermédiaire mais aucun n'a reconnu que l'intermédiaire avait versé de l'argent à ses parents avant son départ. L'importance de ce lien personnel dans le processus de recrutement a été soulignée par certaines personnes interrogées dans l'enquête sur les communautés (Voir Encadré 2). Cinquante-sept pour cent (1 197) des enfants travailleurs salariés en RCI ont rencontré l'intermédiaire à l'intérieur des frontières ivoiriennes, tandis que les 43% restants (777) ont été recrutés au Burkina Faso.

La raison la plus fréquemment avancée pour avoir accepté de suivre l'intermédiaire était la promesse d'une vie meilleure (rapportée par 57% des travailleurs, soit 1 197). Aucun des enfants n'a indiqué que ses parents avaient été payés et aucun n'a rapporté avoir été contraint de quitter la maison contre son gré. Cent pour cent (2 100) ont indiqué qu'ils avaient été informés à l'avance qu'ils allaient travailler dans les plantations de cacaoyers. Lorsqu'il leur a été demandé de dire s'ils étaient « *pas satisfaits, quelque peu satisfaits ou satisfaits* » de leur situation actuelle dans la plantation où ils travaillaient, 43% (777) de ceux recrutés par des intermédiaires ont indiqué qu'ils étaient satisfaits, alors que 43% (777) étaient quelque peu satisfaits et 14% (546) ne se sont pas prononcés. Parmi tous les enfants travailleurs, seulement 6% (307) ont indiqué qu'ils n'étaient pas satisfaits de leur situation d'emploi (ceux-ci ont mentionné la lourde charge de travail).

**Encadré 2. Michel, 54 ans, agriculteur Burkinabé :**

« Si tu n'es pas du village ou si tu n'es pas accompagné par quelqu'un du village, personne ne te confiera son enfant pour qu'il aille travailler dans ta plantation car ils ne te connaissent pas. Il est nécessaire que les parents te connaissent ou qu'ils connaissent la personne qui t'accompagne avant qu'ils n'acceptent de laisser partir leur enfant. L'ouvrier qui travaille dans ma plantation vient du même village que moi. Son père a accepté parce qu'il me connaît et sait que je ne ferai pas de mal à son enfant... »

**Justin, 53 ans, agriculteur Ivoirien :** « Je ne peux pas parler de relations employeur-employé parce que je connais bien leur mère. Je leur rends service et prends soin de ses enfants comme s'ils étaient les miens. »

Quatre-vingt huit pour cent (4 506) des enfants travailleurs interrogés en RCI n'ont jamais fréquenté d'établissement scolaire et seulement 12% (614) ont reçu une éducation primaire. Ces enfants viennent de ménages ayant un niveau d'instruction extrêmement bas : 100% (5 120) ont déclaré que leur père n'avait reçu aucune instruction « formelle » et 88% (4 506) ont indiqué qu'il en était de même pour leur mère.

Les discriminations salariales sont évidentes entre les travailleurs enfants et adultes. En RCI, les enfants travailleurs ont indiqué une moyenne annuelle de 56 000 FCFA (80 dollars US) de salaire contre 94 536 FCFA (135 dollars US) rapportés par les travailleurs adultes. Au Nigeria, les agriculteurs ont rapporté des versements annuels moyens de 13 863 Naira (115 dollars US) aux enfants travailleurs contre 24 648 Nairas (205 dollars US) aux travailleurs adultes. Soixante-deux pour cent (756) ont indiqué qu'ils s'attendaient à percevoir leurs salaires eux-mêmes alors que 32% (390) ont déclaré que leurs salaires avaient été versés à un membre de la famille (le plus souvent les parents) et 6% (73) ont indiqué que le versement avait été fait à l'intermédiaire qui avait emmené l'enfant sur le lieu de travail.

Malgré les salaires inférieurs, il n'y a pas de différences statistiques entre les horaires de travail journalier rapportés par les enfants et ceux des travailleurs adultes en RCI (six heures 9 minutes en moyenne). Les chiffres montrent une moyenne légèrement en dessous de six jours de travail par semaine, avec une pause de 90 minutes à midi. Tant en Côte d'Ivoire qu'au Nigeria, les agriculteurs ont indiqué qu'ils fournissaient généralement le logement et la nourriture aux enfants travailleurs. En RCI, il n'apparaissait pas de différence essentielle entre le nombre moyen de repas consommés par les adultes et les enfants (2,9 pour les adultes et 3,1 pour les enfants) ou dans le nombre moyen de repas contenant des protéines animales. Toutefois, il y a une différence dans l'origine des provisions ; les enfants dépendent plus de l'exploitant, alors que les travailleurs adultes s'approvisionnent davantage eux-mêmes en nourriture (plus de détails seront fournis sur cette question dans le rapport par pays).

Les agriculteurs qui embauchent des enfants travailleurs, tant au Nigeria qu'en RCI, ont des exploitations et des familles sensiblement plus grandes que ceux qui ne recourent pas à la main-d'œuvre infantile (Tableau 2). En RCI, ces agriculteurs ont aussi des rendements sensiblement plus élevés alors qu'au Nigeria, ils ont des rendements sensiblement plus bas.

Tableau 2. Caractéristiques distinctives des agriculteurs ayant recours à la main-d'œuvre infantile en RCI et au Nigeria.

	Nigeria		RCI	
	non-utilisateurs	utilisateurs	non-utilisateurs	utilisateurs
Rendement (kg/ha)	478	263	390	755
Surface des exploitations cacaoyères (ha)	4,7	9,3	4,9	12
Taille des ménages (nombre de personnes)	9,8	15	7,3	11

Sources : *Enquête de base du STCP 2001 ; Enquête producteur-travailleur du STCP 2002 en RCI.*

### Enfants sans lien de parenté avec les exploitants

Dans certains ménages de Côte d'Ivoire, on a trouvé des enfants qui n'avaient aucun lien de parenté avec le chef de la maisonnée. La plupart de ces enfants participent à la production de cacao. L'enquête estime que, dans l'ensemble, 12 000 enfants participent à au moins une tâche de la production, sur approximativement 9 000 exploitations ivoiriennes (Tableau 3, page 15). On n'a pas demandé d'informations sur cette catégorie de travailleurs lors des autres enquêtes.

Il n'y a pas eu d'interviews avec les membres des foyers n'ayant pas de lien de parenté avec le chef de famille mais on a pu obtenir des informations sur leur statut auprès de l'exploitant, grâce aux interviews et aux enquêtes. Sur ce nombre d'enfants, 18% (2 160) étaient impliqués dans tous les aspects de la production cacaoyère (en comparaison avec les 21% d'enfants travailleurs ayant des liens de parenté avec la famille de l'exploitant). Dans l'échantillon, 36% (4 320) étaient inscrits à l'école (contre 51% des fils et filles de l'exploitant prenant part aux travaux d'exploitation). Cependant, aucun des 18% impliqués dans tous les aspects de la production n'était inscrit à l'école.

Tableau 3. Enfants travailleurs courant le risque d'être victimes de trafic et soumis au travail forcé

Variable	Région/Pays			
	Côte d'Ivoire	Cameroun	Ghana	Etat d'Ondo, Nigeria
Exploitants employant des enfants travailleurs salariés	0,94%	0%	0%	1,1%
Nombre approximatif d'enfants travailleurs salariés employés	5 120	0	0	1 220
Nombre approximatif d'enfants travailleurs recrutés par le biais d'intermédiaires	2 100	0	0	350
Exploitants employant des enfants dans leur ménage sans lien de parenté avec le chef de famille	1,84%	n/d*	n/d	n/d
Nombre approximatif d'enfants travailleurs sans lien de parenté avec le chef de famille	12 000			

Source : Enquêtes de base et sur les producteurs/travailleurs du STCP

\*n/d : non disponible

Soixante-seize pour cent de ces enfants ont eu à se déplacer pour parvenir à leur lieu de résidence actuel, soit d'une autre région de la Côte d'Ivoire (57% ou 6 840), soit en provenance de pays voisins (19% ou 2 280). On a déduit de l'analyse que parmi ces enfants qui ont eu à se déplacer, au moins 58% (5 290) vivent dans des ménages d'une origine ethnique différente de la leur. La majorité des exploitants (89%) qui emploient ces enfants sont Ivoiriens, soit d'origine locale soit des immigrants provenant d'autres régions de la RCI.

Tableau 4. Emploi estimatif d'enfants de la famille dans des activités dangereuses

Variable	Région/Pays			
	Côte d'Ivoire	Cameroun	Ghana	Etat d'Ondo Nigeria
Exploitants employant des enfants dans des activités d'application de pesticides	n/a	1,76%	0,96%	3,1%
Nombre estimatif d'enfants employés dans l'application de pesticides	13 200	5 500	n/a	4600
Proportion de ces enfants qui ont moins de 10 ans	21%	29%	n/a	13%
Proportion de ces enfants qui sont âgés de 10 à 14 ans	50%	36%	n/a	17%
Proportion de ces enfants qui sont âgés de 15 à 17 ans	29%	35%	n/a	70%
Exploitants employant des enfants dans les travaux de débroussaillage et de désherbage des plantations de cacaoyers	n/a	9,96%	3,52%	6,75%
Nombre estimatif d'enfants employés dans le débroussaillage des plantations de cacaoyers	71 100	35 200	38 700	9 300
Proportion de ces enfants qui ont moins de 10 ans	20%	20%	3%	8%
Proportion de ces enfants qui sont âgés de 10 à 14 ans	50%	26%	44%	17%
Proportion de ces enfants qui sont âgés de 15 à 17 ans	30%	54%	52%	75%
Nombre estimatif d'enfants impliqués dans toutes les opérations de production	129 400	n/a	n/a	n/a
Proportion de ces enfants qui ont moins de 10 ans	6%	n/a	n/a	n/a
Proportion de ces enfants qui sont âgés de 10 à 14 ans	40%	n/a	n/a	n/a
Proportion de ces enfants qui sont âgés de 15 à 17 ans	54%			

Source : Enquêtes de base et sur les producteurs/travailleurs du STCP

### Les enfants et les travaux dangereux

La tâche la plus dangereuse pour la santé et la sécurité des travailleurs du cacao est probablement l'application de pesticides nocifs. D'autres tâches potentiellement dangereuses sont le débroussaillage à la machette, le transport de fardeaux excessivement lourds et l'utilisation de la machette pour l'écabossage.

On estime à 152 700 le nombre d'enfants employés dans les opérations de pulvérisation des pesticides en Côte d'Ivoire et dans les zones d'étude au Nigeria et au Cameroun (Tableau 4, page 15). C'est la Côte d'Ivoire qui enregistre le plus fort taux, où l'on obtient le nombre estimatif de 129 400 enfants travailleurs en additionnant le nombre d'enfants employés dans toutes les tâches des plantations de cacaoyers au nombre de 12 900 enfants travailleurs employés dans un sous-groupe plus réduit de tâches comprenant la pulvérisation de pesticides.

Approximativement 146 000 enfants de moins de 15 ans débroussaillent les plantations à la machette dans les zones d'enquête de ces quatre pays.

### **B. Revenus du cacao, productivité et les enfants comme facteurs de production**

Le nombre d'enfants employés apparentés à l'exploitant dépasse de loin toute autre catégorie d'enfants travailleurs (Tableau 5). En Côte d'Ivoire, 604 500 des 625 100 enfants travailleurs (ce qui représente 96,7% des enfants) ont des liens de parenté avec l'exploitant<sup>2</sup>.

Tableau 5. L'emploi des enfants de la famille dans les ménages producteurs de cacao par âge, sexe et niveau d'emploi.

Variable	Unité	Région/Pays			
		Côte d'Ivoire	Cameroun	Ghana	Etat d'Ondo Nigeria
Composition des ménages – enfants	(pourcentage du total)	47,0%	43,0%	41,8%	34,3%
Nombre moyen d'enfants par ménage		3,62	4,98	3,98	3,49
Emploi des enfants de la famille	(pourcentage des producteurs)	51,4%	25,7%	9,9%	13,8%
Nombre moyen d'enfants employés par ménage		1,23	2,04	0,213	0,414
Enfants de la famille employés (6-17 ans)	(nombre total)	604 500	147 700	80 200	19 400
Enfants de la famille (6-9 ans)	(nombre total)	140 800	25 100	8 000	2 700
Enfants de la famille (10-14 ans)	(nombre total)	294 200	34 000	35 300	5 800
Enfants de la famille (15-17 ans)	(nombre total)	169 500	88 600	36 900	10 900
Garçons employés (6-17 ans)	(nombre total)	344 500	100 400	43 300	9 900
Filles employées (6-17 ans)	(nombre total)	260 000	47 300	36 900	9 500
Enfants impliqués dans toutes les tâches	(nombre total)	127 288	n/a	n/a	n/a

Sources : STCP Ghana, Nigeria et Cameroun des enquêtes de base 2001, Enquêtes STCP sur les producteurs/travailleurs 2002 en RCI.

<sup>2</sup> Les enfants travailleurs au statut permanent dans une entreprise cacaoyère comprennent les enfants de la famille, les enfants n'ayant aucun lien de parenté, les enfants travailleurs salariés et les métayers de moins de 18 ans.

La majeure partie de la main-d'œuvre de la production cacaoyère en Côte d'Ivoire provient des familles d'exploitants, c'est-à-dire 87% de la main-d'œuvre des ménages, dont une bonne partie est constituée de main-d'œuvre infantile. Les enfants de la famille représentent approximativement 24% de la main-d'œuvre individuelle, tandis que les membres adultes des familles comptent pour 63% (Voir le schéma 3 qui se trouve à la page 23). Le travail familial constitue le seul type de main-d'œuvre employée dans 31% des plantations en Côte d'Ivoire, 23% dans les plantations camerounaises, 17% dans les plantations ghanéennes et 10% dans celles du Nigeria, avec une proportion plus forte utilisant uniquement la main-d'œuvre familiale dans les petites exploitations.

La baisse récente des prix du cacao et la crise des revenus du secteur sont dus au fait que la majeure partie de la main-d'œuvre est d'origine familiale. C'est la réponse que les responsables de la communauté ont fournie aux questions ouvertes qui leur ont été posées (Encadré 3). En plus de la substitution de la main-d'œuvre familiale au travail rémunéré, les exploitants ont aussi dû réduire l'utilisation d'intrants achetés. Le résultat net de ces deux facteurs a conduit à une productivité et à des revenus plus faibles et peut-être de manière plus importante, à la réduction des investissements dans l'éducation des enfants.

La production cacaoyère à travers les régions étudiées est le fait de nombreuses petites exploitations familiales, typiquement de moins de 6 hectares de cacaoyers (Tableau 6, page 18). Les quantités annuelles produites par ménage oscillent entre 900 et 1 700 kg, et sont distribuées de façon asymétrique ; typiquement, un tiers des agriculteurs produisent plus des deux tiers de la production totale (Voir le schéma 2, page 22). Comme nous l'avons déjà vu, les exploitants qui emploient des enfants travailleurs salariés détiennent des propriétés qui sont près de deux fois plus grandes que ceux qui n'en emploient pas. Dans presque toutes les zones étudiées, les plus grandes exploitations sont aussi celles qui utilisent le plus les enfants de la famille. Par exemple, en Côte d'Ivoire, les exploitants ayant des plantations de moins de cinq hectares emploient en moyenne 1,0 enfant membre de la famille, alors que ceux possédant des exploitations de plus de 9 hectares utilisent en moyenne 1,7 enfants membres de la famille.

**Encadré 3. Chef de la communauté sénoufo :**

« Les agriculteurs du Nord travaillent seulement avec leurs enfants. Ceux qui n'ont pas d'enfants travaillent seuls ou donnent leur champs en contrat ou à des aboussans (métayers). »

**Chef de la communauté lobi :** « On travaille en famille. C'est lorsque nous avons trop de travail que nous passons des contrats pour faire nettoyer les champs. »

**Chef de village centre -ouest RCI :** « Quand le paysan pense que le cacao sera acheté à 600 francs CFA le kg (0,86 dollars US), il prend facilement 3 à 4 ouvriers. Mais souvent, le prix est plus bas. Le paysan a du mal à payer les ouvriers ». Pour prévenir cette situation, selon lui, beaucoup de producteurs de cacao préfèrent ne plus engager de main-d'œuvre rémunérée.

**Sankara, 62 ans, producteur burkinabé :** Sa première plantation a plus de 20 ans, et les premiers plants commencent à mourir. « Avant, quand le cacao donnait bien et qu'on payait bien, je prenais beaucoup d'ouvriers pour travailler dans mes champs. Je pouvais prendre jusqu'à dix ouvriers. Mais maintenant, comme le cacao ne marche plus aussi bien, je ne peux pas gagner l'argent pour payer les ouvriers et par conséquent, il n'y a pas un ouvrier qui travaille pour moi aujourd'hui. Si je prends un ouvrier, comment vais-je faire pour le payer après ? Aujourd'hui je travaille seulement avec mes enfants. »

Tableau 6. Productions moyennes, rendements et recettes du cacao pour la saison 2000/2001.

Variable	Unité	Pays			
		Cote d'Ivoire	Cameroun	Ghana	Nigeria
Taille des exploitations cacaoyères	Ha	4,9	5,7	6,3	4,7
Quantité vendue par producteur	Kg	1 312	1 417	940	1 681
Prix moyen du cacao	\$/kg	0,63	0,60	0,30	0,62
Recettes estimatives moyennes du cacao	*\$	829	852	282	1 037
Part moyenne du cacao dans les revenus des ménages	Pour cent	66	50	55	68
Taille moyenne des familles	personnes	7,7	11,6	9,4	10,2
Revenus moyens du cacao	\$/par tête	108	73	30	102
Rendement moyen du cacao	kg/ha	395	292	207	475
Dépenses moyennes en pesticides	\$/ha	n/a	32,24	2,58	40,73

Sources : *Enquête de base 2001 du STCP au Ghana, au Nigeria, et au Cameroun, Enquête 2002 sur les producteurs/travailleurs du STCP en RCI*  
 \*\$ : dollars US

Les revenus bruts du cacao dépendent non seulement de la quantité produite mais aussi des prix obtenus. Sur les marchés récemment libérés du Cameroun, du Nigeria et de la Côte d'Ivoire, le prix à la sortie de la plantation est à présent déterminé par les forces du marché, les impôts et la marge commerciale, cette dernière variant géographiquement en fonction de la distance jusqu'au port et de la qualité des infrastructures routières. A l'inverse de ces trois pays, le Ghana fixe un prix pour tout le territoire – prix établi par le COCOBOD, une agence gouvernementale de réglementation du cacao. Pour la saison 2000/2001, le prix versé aux exploitants ghanéens ne représentait que la moitié du prix obtenu sur les marchés libéralisés (Tableau 6).

Les revenus du cacao dépendent des rendements. Les rendements moyens par hectare vont de 207 à 475 kg/ha (Tableau 6). Au Cameroun et au Nigeria, les fongicides sont spécialement importants pour contrôler la maladie de la cabosse noire – qu'une majorité d'exploitants considèrent comme la plus grave contrainte pour leur production. La production est aussi caractérisée par l'utilisation de technologies pour débroussailler de nouvelles terres d'exploitation avec une utilisation minimale d'herbicides ou d'intrants en capitaux permettant d'économiser de la main-d'œuvre, telles que les pulvérisateurs motorisés de pesticides ou des machines à moteur pour le débroussaillage<sup>3</sup>. Ce sont les contraintes liées au crédit – qu'une majorité d'exploitants a identifiées comme leur préoccupation socio-économique la plus importante – qui entravent l'utilisation des produits agrochimiques et des intrants en capitaux, par les agriculteurs.

En moyenne, les recettes approximatives annuelles du cacao par tête d'habitant dans les zones étudiées allaient de 30 dollars US à 108 dollars US pour la saison 2000/2001. De tels niveaux de revenus obligent les paysans à prendre des décisions difficiles par rapport à la scolarisation de leurs enfants.

<sup>3</sup> Les exceptions concernaient l'utilisation des pulvérisateurs à moteur en RCI et au Ghana, ont indiqué respectivement 43% et 10% des ménages des exploitants, et l'utilisation d'herbicides en RCI qu'utilisent 17% des producteurs. L'utilisation de ces intrants en RCI est clairement associée à la taille de l'exploitation.

### C. La main-d'œuvre infantile et l'instruction

Les données sur la scolarisation montrent qu'en Côte d'Ivoire, les enfants issus des ménages producteurs de cacao paraissent avoir un accès moindre à l'éducation, comparativement aux enfants qui ne travaillent pas (Tableau 7). Dans l'ensemble, parmi les enfants ivoiriens âgés de 6 à 17 ans vivant dans les exploitations cacaoyères, à peu près un tiers n'ont jamais été scolarisés.

Tableau 7. Taux d'inscription des enfants par âge, emploi, sexe, origine et lien parental avec l'exploitant.

Variable	Région/Pays			
	Côte d'Ivoire	Cameroun	Ghana	Etat d'Ondo Nigeria
	Pourcentage d'enfants inscrits			
Tous les enfants y compris les préscolaires (<18 ans)	39,6	78,5	75,7	90,6
Enfants travailleurs (6-9 ans)	64,6	89,6	95,4	46,4
Enfants travailleurs (10-14 ans)	55,7	94,6	90,0	56,1
Enfants travailleurs (15-17 ans)	24,2	55,0	91,4	56,2
Enfants travailleurs (6-17 ans)	49,0	76,4	91,4	55,3
Garçons employés (6-17 ans)	54,7	77,2	92,0	53,2
Filles employées (6-17 ans)	41,4	74,9	90,7	58,0
Enfants employés dans toutes les tâches (6-17 ans)	34,4	n/a	n/a	n/a
Enfants ne travaillant pas (6-17 ans)	63,6	n/a	n/a	n/a
Enfants n'ayant jamais fréquenté l'école (6-17 ans)	32,8	n/a	n/a	n/a
Enfants de migrants exploitants de cacao (6-17 ans)	32,9	n/a	n/a	n/a
Enfants d'immigrants exploitants de cacao (6-17 ans)	46,3	n/a	n/a	n/a
Enfants d'exploitants locaux de cacao (6-17 ans)	70,7	n/a	n/a	n/a
Fils et filles d'exploitants de cacao	56,6	n/a	n/a	n/a
Lien familial étendu avec le planteur de cacao	54,2	n/a	n/a	n/a
Aucun lien familial avec le planteur	44,9	n/a	n/a	n/a

Sources : *Enquêtes de base 2001 du STCP au Ghana, au Nigeria et au Cameroun, Enquête sur les producteurs/travailleurs 2002 du STCP en RCI.*

Le problème est particulièrement aigu dans les communautés d'exploitants immigrants, où seulement 33% des enfants d'âge scolaire sont inscrits à l'école, contre 71% des enfants des exploitants locaux. Les métayers de Côte d'Ivoire sont spécialement désavantagés, avec seulement 25% de leurs enfants inscrits et la majorité n'ayant jamais été scolarisée. Quatre-vingt huit pour cent des métayers eux-mêmes n'ont jamais été à l'école.

Le degré de filiation entre l'enfant et le chef de famille a aussi un impact important sur la scolarisation en Côte d'Ivoire. Seulement 45% des enfants sans lien de parenté avec le chef de famille étaient inscrits à l'école, contre 57% des enfants de l'exploitant lui-même.

Travailler sur la plantation familiale paraît avoir un effet négatif sur la fréquentation scolaire aussi bien au Nigeria qu'en Côte d'Ivoire. Au Nigeria, le taux de fréquentation scolaire n'est que de 55% parmi les enfants d'âge scolaire travaillant sur la plantation familiale. En Côte d'Ivoire,

parmi les enfants d'âge scolaire qui ne travaillent pas sur la plantation cacaoyère familiale, la fréquentation scolaire atteint 64%, alors que pour les enfants actifs dans toutes les tâches de production de cacao, ce taux n'est que de 34%.

#### ***D. Exploitants et ouvriers du secteur cacaoyer pris dans un cercle vicieux***

L'image qui se dessine est celle d'un secteur à la technologie stagnante confronté à des niveaux bas de rendement et à une demande accrue de travailleurs non qualifiés pris dans le cycle de la pauvreté. La majorité de ces enfants n'ont jamais été à l'école et perçoivent des salaires minimums, contraints par les circonstances économiques à faire ce travail. La plupart de ces enfants sont originaires des régions arides des savanes de l'Afrique de l'Ouest, où les moyens de subsistance des familles sont par nature incertains et les ménages contraints de s'engager dans des stratégies de minimisation des risques pour assurer leur subsistance – y compris le fait d'envoyer leurs enfants adolescents travailler dans les plantations de cacao.

En raison de la faiblesse des marchés des produits de base depuis la fin des années 1980, les agriculteurs ont été contraints de diminuer les coûts en réduisant les dépenses et en augmentant l'utilisation de la main-d'œuvre familiale, y compris la main-d'œuvre infantile. En retour, cela a compromis le développement humain et la productivité future de cette génération montante de travailleurs. L'un des piliers du développement et de la croissance durables est l'investissement en ressources humaines, l'instruction tenant la première place.

Le développement est un processus dynamique en plusieurs étapes. En plantant des millions de petites exploitations, les agriculteurs du secteur du cacao de l'Afrique de l'Ouest ont fait un pas important vers l'accumulation d'importants actifs économiques. Cependant, cet actif demande à être encore plus orienté vers un processus de développement rural durable. L'industrie et les commerçants du secteur du cacao devraient travailler de concert avec les gouvernements au niveau local et national et avec les communautés rurales pour voir de quelle manière une part de la valeur/du revenu provenant de ces actifs pourrait être investie au mieux dans le développement du capital humain des enfants travaillant et vivant sur ces exploitations.

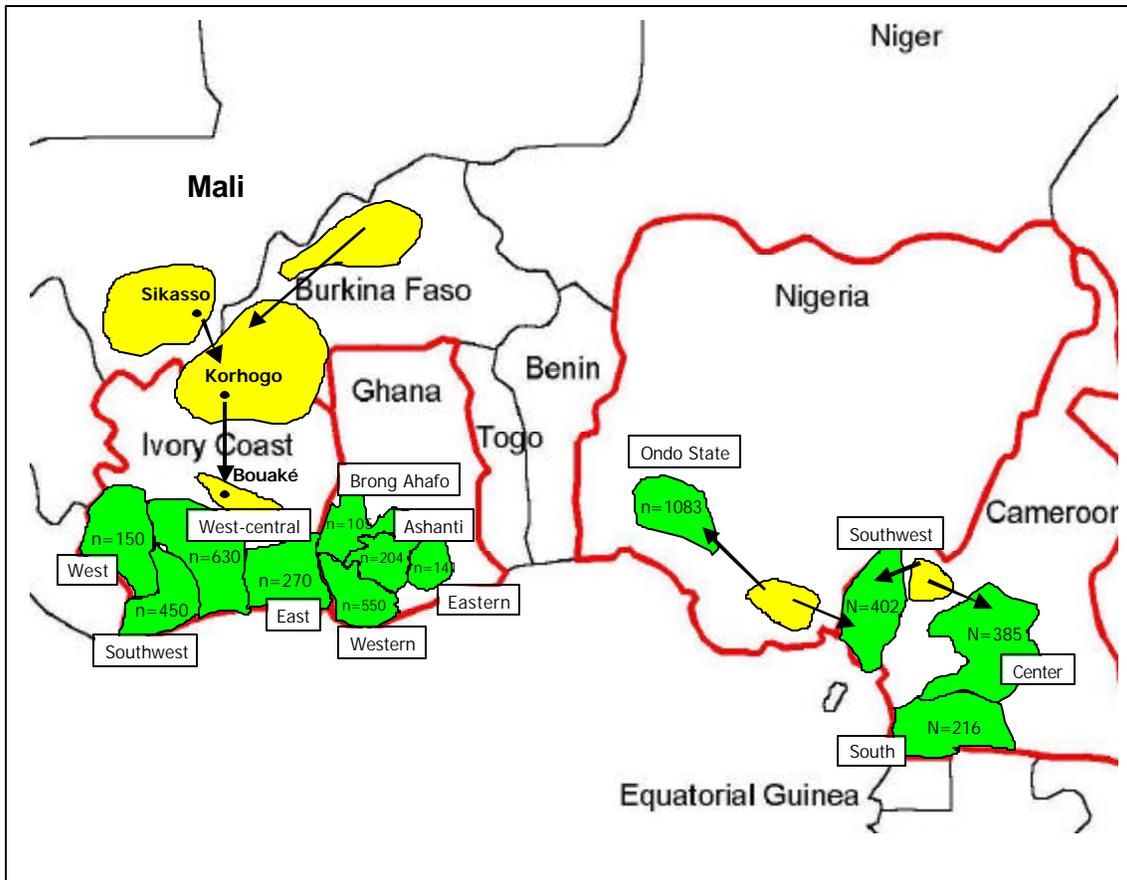


Schéma 1. Sites des enquêtes (en vert) et zones d'offre de la main-d'œuvre migrante (en jaune).

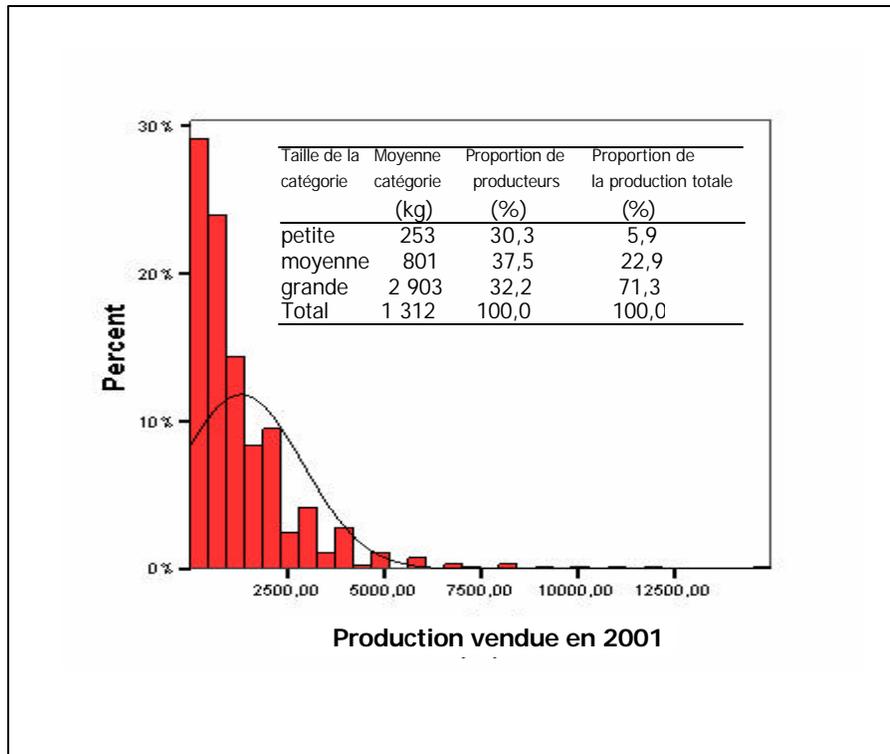


Schéma 2. Répartition des quantités vendues par ménage en RCI.

Source : *Enquête STCP 2002 sur la main-d'œuvre infantile*

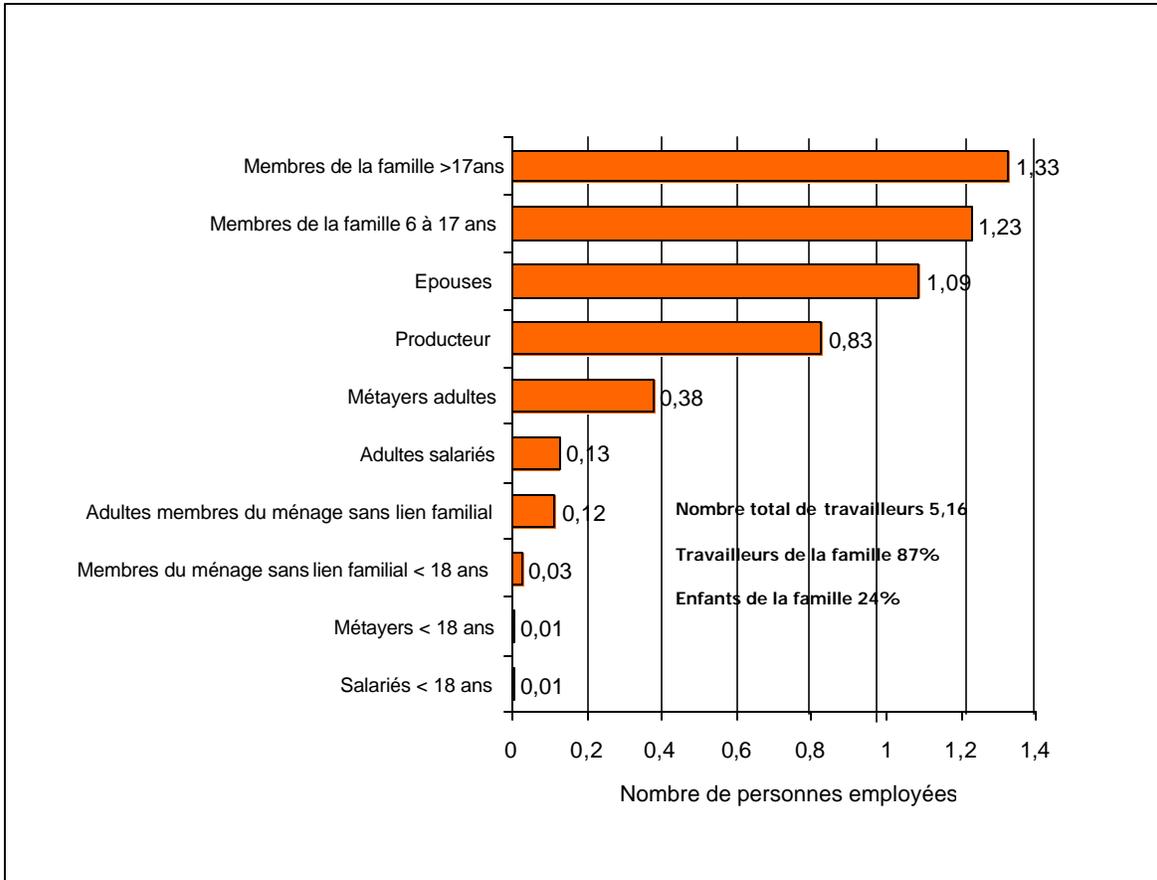


Schéma 3. Nombre moyen de personnes employées dans la production de cacao par ménage de producteur en Côte d'Ivoire, saison 2001/2002.  
 Source : Enquête du *STCP sur la main-d'œuvre infantile 2002*.

## ANNEXE I

### Glossaire

**Main-d'œuvre infantile :** La définition de la main-d'œuvre infantile est tirée de la Convention 138 de l'OIT sur l'âge minimal de travail et de la Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants. Ces deux conventions sont complémentaires à la Convention des Nations unies de 1989 sur les droits des enfants (CRC). Cette Convention stipule que *les enfants doivent être protégés contre toute forme d'exploitation économique et tout travail dangereux qui interfère avec leur scolarisation ou qui serait nuisible à leur santé et à leur développement.*

La Convention 138 de l'OIT sur l'âge minimal et la recommandation 146 établissent l'objectif ultime de l'abolition effective de la main-d'œuvre infantile et définissent les critères de détermination de l'âge minimal pour l'emploi ou le travail des enfants. Cependant, la convention permet une flexibilité dans le traitement des enfants, y compris une distinction dans l'âge minimal pour différentes formes de travail. Par exemple, l'Article 3 déclare que l'âge minimal devrait être de 18 ans pour les travaux pouvant éventuellement être nuisibles à la santé, à la sécurité ou à la moralité des enfants, alors que l'âge de 13 et même de 12 ans peut être acceptable pour des travaux légers qui ne sont pas de nature à nuire à la santé ou au développement des enfants et qui ne sont pas susceptibles de porter de préjudice quelconque à leur scolarisation.

La Convention 182 et la Recommandation 190 de l'OIT complètent la Convention 138 et la Recommandation 146. La Convention 182 appelle à des actions immédiates pour éliminer les pires formes de la main-d'œuvre infantile (y compris l'esclavage, le travail en servitude, le recrutement forcé dans les conflits armés, l'utilisation des enfants dans le commerce du sexe ou la pornographie, le trafic de drogue, le travail pouvant être dangereux pour la santé, la sécurité ou la moralité des enfants) pour tous les garçons et filles en dessous de 18 ans. La Recommandation 190 énumère les divers éléments devant être pris en compte dans la détermination de la liste des travaux dangereux, y compris l'exposition aux abus ; le travail souterrain, aquatique, en hauteur ou dans des espaces confinés ; le travail impliquant l'utilisation d'équipements ou d'outils dangereux, un environnement malsain ou des substances dangereuses ; ou tout travail réalisé dans des circonstances difficiles, y compris des heures de travail excessives ou le confinement dans les locaux de l'employeur. *En conséquence, la main-d'œuvre infantile peut être décrite comme tout travail qui n'est pas conforme aux principes définis dans les conventions et les recommandations, notamment lorsque l'âge de l'enfant est inférieur au minimum, pour une occupation ou un type de travail donné ou si l'enfant travaille à une occupation qui, autrement ne serait pas dangereuse, mais qui le devient pour les adolescents dans les conditions en question.*

**Le travail des enfants :** Ce vocable a généralement trait aux activités que les enfants accomplissent au sein ou en dehors du foyer en échange d'un salaire, d'un revenu ou d'un profit familial, y compris le travail familial non rémunéré. De tels enfants sont décrits comme étant économiquement actifs, ce qui est un concept large qui comprend la plupart des activités productives entreprises par les enfants, que ce soit pour le marché ou pas, rémunérées ou pas, pour quelques heures ou à temps plein, sur une base temporaire ou régulière, légale ou illégale ; sont exclues les tâches que l'enfant effectue dans le cadre du foyer parental et à l'école. Les termes enfants « économiquement actifs » constituent beaucoup plus une définition statistique que légale. Il n'est pas équivalent à la main-d'œuvre infantile, telle que définie ci-dessus, et qui doit être abolie.

Il convient de préciser que les activités économiques comprennent non seulement le travail non rémunéré accompli par un membre de la famille dans une affaire familiale de quelque nature que ce soit, mais aussi les travaux ménagers ou le travail de nature domestique accompli au sein du foyer par une personne qui n'est pas membre de la famille. Elles comprennent aussi les activités accomplies en dehors ou autour de sa propre famille, par quelque individu que ce soit (telle que l'aide apportée sur un lot ou un jardin potager, sur un enclos de bétail, la recherche d'eau ou de bois de chauffage, la cueillette de fruits sauvages ou le séchage ou le pilage de grains pour les repas, etc....)

**Les enfants sans lien de parenté :** Ce sont des enfants qui vivent dans la résidence du propriétaire de la plantation mais qui n'ont pas de lien de parenté avec un membre immédiat ou éloigné de la famille du propriétaire.

**Les travailleurs de la famille :** Ce sont des personnes qui constituent la famille immédiate ou éloignée des chefs de famille ou des membres de la famille de l'exploitant.

**Le travail de la plantation :** Il s'agit des intrants en travail nécessaires aux différentes tâches sur la plantation en vue de la production cacaoyère. Ils peuvent être fournis sur une base permanente, temporaire ou saisonnière et être rémunérés ou pas.

**Les tâches de la plantation :** Ce sont les principales tâches qui doivent être accomplies au niveau de la production de la plantation avant que les noix de cacao ne soient vendues. Elles comprennent le débroussaillage, la récolte, le transport des cabosses, la pulvérisation de pesticides, l'écabossage et la fermentation.

**Les planteurs/agriculteurs/producteurs/exploitants :** Ce sont les personnes enregistrées ou connues comme étant les propriétaires des plantations de cacaoyers. Ils sont principalement responsables de la gestion de la plantation ou de la prise des décisions concernant la manière dont l'exploitation devrait être gérée et ils exercent un contrôle direct sur la production, la commercialisation et l'utilisation des produits de la vente de la matière première.

**Le travail dangereux :** C'est un travail qui, en raison des circonstances dans lesquelles il est accompli, peut éventuellement nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité des enfants. Les conséquences nuisibles dont il s'agit peuvent être dues à des risques physiques, chimiques, biologiques ou environnementaux.

**Hectare :** Un hectare est égal à 2,471 acres des Etats-Unis.

**Le ménage/la maisonnée/le foyer :** Il est défini comme une personne ou un groupe de personnes qui vivent ensemble dans la même maison ou concession, qui partagent les tâches ménagères et qui sont nourries comme une seule unité. Les membres de la maisonnée ne sont pas nécessairement apparentés (par le sang ou par mariage).

**Les travailleurs immigrants :** Ce sont les travailleurs qui vivent loin de leur résidence précédente depuis au moins trois mois. La résidence précédente et la résidence actuelle peuvent être dans le même pays ou dans des pays différents.

**Les travailleurs permanents :** Ce sont des personnes qui sont disponibles pour travailler et qui ont travaillé dans des plantations de cacao pendant au moins trois mois durant la dernière campagne. Ils peuvent être des travailleurs rémunérés ou non (famille).

**Les travailleurs salariés :** Ce sont des personnes qui travaillent en contrepartie d'émoluments ou de salaires réguliers, souvent versés sur une base mensuelle ou hebdomadaire pour un contrat de longue durée (au moins trois mois).

**Les travailleurs saisonniers/occasionnels :** Ce sont des personnes qui travaillent pour un salaire journalier ou fragmentaire.

**Les métayers :** Ce sont des personnes qui concluent un accord (le plus souvent oral) pour gérer une exploitation cacaoyère pour ses propriétaires et qui, en retour, partagent la production. Habituellement, cela se fait sur une base deux-tiers/un tiers, le propriétaire de la plantation recevant les deux-tiers et payant l'acquisition des intrants.

**Le trafic :** Le Protocole des Nations unies adopté en 2000, sur la prévention, la suppression ou la punition du trafic de personnes, particulièrement des femmes et des enfants et complétant la Convention des Nations unies sur le crime transfrontalier organisé, définit le trafic comme :

- « le recrutement, le transport, la cession, le recel ou la réception de personnes,
- au moyen de menaces ou par l'usage de la force ou d'autres formes de coercition, d'enlèvement, de fraude, de duplicité, d'abus de pouvoir ou d'abus d'une position de vulnérabilité ou en donnant ou en recevant des versements ou des profits pour obtenir le consentement d'une personne contrôlant une autre personne,
- dans un but d'exploitation. » (Art. 3.a)

Cette définition implique :

- que le trafic comprend le retrait de la personne d'un environnement familial mais pas nécessairement la traversée de frontières internationales ;
- que le consentement de la personne recrutée ne compte pas s'il y a abus de pouvoir ou si la personne se trouve dans une position de vulnérabilité ou fait l'objet d'une fraude ou d'une duplicité ;
- que le recrutement a pour but le travail et/ou l'exploitation sexuelle.